

Documentaire

Immersion dans le nettoyage industriel

Dans les années 70, le campus de l'Université catholique de Louvain a été nettoyé par une entreprise autogérée par toutes les travailleuses : le Balai libéré. Cinquante ans plus tard, une réalisatrice française filme les rencontres entre les anciens protagonistes de la coopérative et les travailleurs actuels.

Une ville de 350.000 m² à nettoyer.

C'est ce que représente le campus de l'Université catholique de Louvain (UCLouvain ou UCL). Alors qu'elle a elle-même étudié dans la ville de Louvain-la-Neuve, Coline Grando, réalisatrice du documentaire "Le Balai libéré, écoutez cette histoire que l'on m'a racontée" le confie : "Je n'ai jamais entendu parler de cette histoire pendant mes études. Au-delà de ça, pendant ces cinq ans, je ne me suis jamais posé la question de qui nettoyait les locaux et dans quelles conditions." Un peu par hasard, elle entend parler de cet événement et est happée par son caractère exceptionnel : en février 1975, les ouvrières de la société de nettoyage Anic travaillant sur le site de Louvain-la-Neuve se mettent en grève suite à une décision de délocaliser une partie de l'équipe. Quel-

ques jours plus tard, elles adressent à leur patron une lettre de licenciement : "Réunies depuis une semaine dans des groupes de travail et en assemblée générale, les ouvrières de feu votre firme ont constaté ce qui suit : tout d'abord, nous constatons après une étude approfondie de notre travail que nous pouvons parfaitement l'organiser entre nous. (...) Ensuite, nous découvrons que votre rôle principal a été de nous acheter notre force de travail à un prix négligeable pour la revendre à prix d'or à l'UCL. (...) Nous sommes au regret de vous signifier votre licenciement sur le champ pour motif grave contre vos ouvrières." Le 10 mars 1975, elles créent l'asbl "Le Balai libéré". De 35 travailleuses en 1975, l'entreprise, devenue entretemps coopérative, passe à 96. L'association va fonctionner pendant près de 15 ans. L'organisation de l'autogestion évolue à plu-



© CVB Le balai libéré

sieurs reprises, avec notamment l'organisation d'assemblées générales, l'abrogation de toute forme de hiérarchie et l'instauration d'une tentative de rotation des fonctions. Coline Grando se plonge dans les archives et retrouvent des protagonistes de l'époque : les nettoyeuses, les laveurs de vitre mais aussi les militants et les permanents syndicaux de la CSC Brabant wallon qui ont soutenu l'initiative pendant la grève et au-delà. "Mais je ne voulais pas un film uniquement tourné vers le passé. Je voulais faire résonner cette histoire au présent. Je suis donc allée rencontrer les personnes qui nettoient aujourd'hui l'université."

"Le patron n'est là que pour le portefeuille, payer les machines, les produits..." Catherine

quantaine de personnes nettoie le chantier. Les travailleuses et travailleurs se sentent bien plus appartenir à l'UCL qu'aux sociétés de nettoyage qui changent tous les 5 ans. Pour Catherine, cheffe d'équipe : "Le patron n'est là que pour le portefeuille, payer les machines, les produits... Je saurais gérer le chantier avec ma collègue, sans patron, ça ne me fait pas peur. Il n'est jamais venu ici. S'il vient, il sera perdu. C'est facile d'indiquer des prix et des mètres carrés sur un document mais il faut voir en quoi consiste réellement le travail."

Au travers des différentes rencontres entre les anciens et les nouveaux travailleurs, le film parle plus largement de la dégradation des conditions de travail. Il met en lumière un système d'appel d'offre de marché public qui contraindrait les différents acteurs à revoir le prix vers le bas et à augmenter mécaniquement la charge de travail qui pèse sur les salariés et de leurs difficultés d'émancipation. Un syndi-

caliste CSC de l'époque, Felipe, insiste : "Ce que le Balai libéré a posé comme question, ce n'était pas 'qui nettoyait et à quelle heure', mais c'était de savoir à qui appartenait l'entreprise." Même si tout est différent aujourd'hui, l'histoire du Balai libéré fait naître dans le groupe de travailleurs des envies de changements. Les délégués syndicaux, Élodie et Angelo proposent d'organiser des réunions avec l'ensemble de l'équipe : "Pour que les gens puissent s'exprimer, apprendre à se connaître et mieux comprendre les difficultés des uns et des autres."

Loin du moralisateur "C'était mieux avant", le documentaire permet de mieux cerner une réalité de travail rarement mise sous le feu des projecteurs.

// SANDRINE COSENTINO

Plus d'infos : cvb.be/fr/films/balai-libere • sortie nationale le 17 mai • avant-premières dès le 18 avril

S'inspirer pour le futur

Pour approfondir et diversifier les pistes de réflexion sur l'avenir de l'autogestion et la réorganisation collective du travail, le site documentaire transmédia du Centre vidéo de Bruxelles, nosfuturs.net, proposera, dès le 1^{er} mai, diverses créations aux formats variés (bonus du Balai libéré, vidéo, quizz, podcasts...). #licencietonpatron sera-t-elle la devise des travailleurs et travailleuses de demain ?

Documentaire

La résistance face à l'esclavage moderne

Sans papiers, les travailleuses domestiques sont corvéables à merci et n'ont aucun droit. Le documentaire "Nous, les domestiques modernes" dresse un portrait collectif de ces femmes et fait entendre leurs craintes, leurs combats et leurs espoirs. Pour sensibiliser et rendre visible leur situation, le film a été projeté au Parlement européen en mars dernier.

Elles s'occupent des enfants de leurs employeurs, nettoient la maison, repassent les vêtements, se chargent des courses... Elles ne peuvent se déplacer librement en ville. Elles sont sous-payées et exploitées. Elles ne peuvent se soigner correctement ou prendre des jours de congés... "Elles", ce sont des travailleuses domestiques sans papiers. Pour sortir du silence et défendre leurs droits, en 2018, avec la CSC-MOC Bruxelles, elles ont créé la Ligue des travailleuses domestiques. En 2020, elles sortent, en collaboration avec le média d'action collective Zin TV, un documentaire : "Nous, les domestiques modernes" pour dénoncer les violences et injustices dont elles sont les cibles. "Nous, celles que vous appelez les bonnes, les nounous, les servantes, les esclaves modernes, vous allez nous entendre !", prévient-elles. Dans le respect de leur anonymat, ces femmes en situation irrégulière



témoignent de leurs craintes et de leurs espoirs. Elles s'arment, caméra à la main, pour faire entendre leur voix. Durant plusieurs mois, les militantes de la Ligue ont participé à des ateliers vidéo, ont construit le scénario collectivement, se sont interviewées pour rendre compte de la peur au ventre vécue à chaque fois qu'elles prennent le métro, par crainte d'être contrôlées et envoyées dans un commissariat. De la difficulté parfois de s'occuper des enfants des autres, quand elles ont dû laisser les leurs dans leur pays d'origine. Mais aussi, de la force d'être ensemble, entre

femmes, de l'entraide et l'amitié qui permettent de tenir, de se battre pour l'avenir...

Corvéables à merci

"Au 21^e siècle, l'exploitation salariale existe encore. Et ce n'est pas seulement ici, c'est mondial", lance l'une des protagonistes du documentaire. Travailler au domicile d'un particulier en étant sans papiers peut mettre les travailleuses dans des situations de grande vulnérabilité : "Selon une enquête réalisée par la CSC en 2017, une travailleuse du nettoyage sur trois est victime de violences sexuelles au travail. On imagine aisément que dans le secteur non formel, cette proportion est encore plus importante, voire généralisée", interpellent Eva Jiménez Lamas et Magali Verdier, de la CSC-MOC-Ciep Bruxelles (1). Leur isolement dans l'espace domestique ne permet pas toujours une prise de conscience collective de leur situation. La peur de perdre leur emploi ou pire, d'être renvoyées dans leurs pays d'origine ou en centre fermé, les retient de porter plainte contre leur employeur en cas d'abus.

Indispensables à nos sociétés

Dans un contexte de pénurie des métiers du soin et de vieillissement des populations des pays du Nord, de

nombreuses familles recrutent des femmes migrantes pour assurer un travail que ni elles ni l'État ne veulent prendre en charge. "Les femmes migrantes aujourd'hui en Belgique sont l'illustration même de la Global care chain (la chaîne globale du soin) : elles laissent leur propre famille dans leur pays d'origine et les confient à d'autres femmes pour venir ici garder nos enfants, nos parents et nos malades", analysent Magali Verdier et Eva Jiménez Lamas. Outre la nécessité de permettre à ces femmes de vivre dignement et de jouir des droits fondamentaux, la société gagnerait à les régulariser : "Elles payeraient des cotisations sociales et des impôts. Le manque à gagner pour les caisses de la sécurité sociale pour 50.000 femmes vivant et travaillant au noir est estimé à 29 millions d'euros par mois."

De nombreuses familles recrutent des femmes migrantes pour assurer un travail que personne ne veut prendre en charge.

de continuer la lutte, non seulement pour moi, ma famille mais aussi pour toutes les autres travailleuses et celles qu'on ne voit pas", témoigne l'une des protagonistes.

Le 2 mars dernier, quelques jours avant la journée internationale des droits des femmes, le documentaire "Nous, les domestiques modernes" a été projeté au Parlement européen à Bruxelles pour sensibiliser les députés. Aujourd'hui, la Ligue des travailleuses domestiques a récolté suffisamment de signatures de la part de citoyens et citoyennes pour être présente à la Commission "Affaires économiques et emploi" du Parlement bruxellois et entendre la position des partis quant à leurs revendications dans une motion adressées aux chefs des partis en juin 2022.

// SORAYA SOUSSI

>> Pour visionner le documentaire : zintv.org > Nous, les domestiques modernes

(1) "Interview de Eva Jiménez Lamas et Magali Verdier : Travailleuses domestiques, la lutte au grand jour", E. Jiménez, revue-democratie.be, mars 2020.